

## LES CAUSES DE LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE DE 2008\*

*Par Soha Farouk*

Sur les 6,6 milliards d'humains que compte la planète, deux milliards y sont mal nourris, vivant avec moins de deux dollars par jour et un apport énergétique inférieur à 2700 kilocalories. Parmi eux, plus de 850 millions ont faim chaque jour (moins de 2200 kilocalories). Cette image, déjà bien sombre, a été encore noircie en 2008 par des événements que l'on croyait appartenir au passé: les émeutiers de la faim se sont manifestés sur tous les continents contre la dramatique flambée des prix des produits alimentaires. Au cours du premier trimestre 2008, les prix nominaux des principales denrées alimentaires ont atteint leur plus haut niveau en près de 50 ans, tandis que les prix réels atteignaient leur niveau record en près de 30 ans, marquant un décalage net par rapport aux revenus des ménages dans les pays en voie développement (CNRS. 2008).



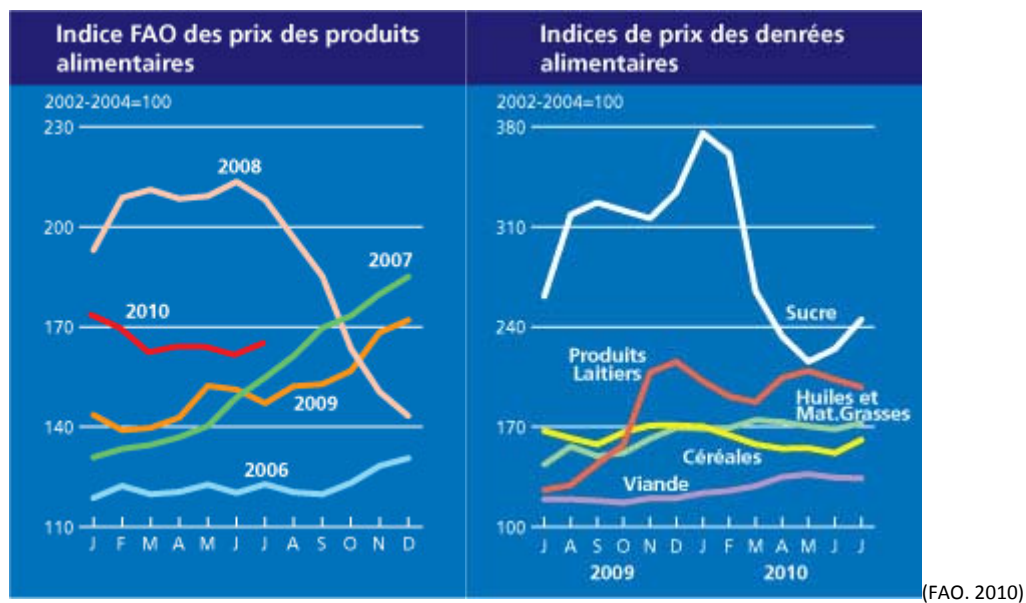
Source de l'image: Voitek Asztabski/Médecins sans frontières  
<http://doctorswithoutborders.tumblr.com>

La flambée des prix alimentaires a mené le nombre de personnes souffrant de malnutrition en 2009, à travers le monde, à plus d'un milliard (1,020 milliard). Cela représente une augmentation de 100 millions de personnes par rapport à l'année 2008 et environ le sixième de l'humanité (FAO 2009). Ainsi, il est peu probable qu'on puisse atteindre le premier objectif du millénaire pour le développement, qui vise à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population souffrant de la pauvreté et de la faim. Comment comprendre cette crise ? Quelles en sont les origines et ses conséquences ? Dans les pages qui suivent, j'essaie de répondre à ces questions en faisant ressortir tant les causes structurelles que conjoncturelles de cette catastrophe humaine.

Cette crise résultait en partie d'une contraction des stocks alimentaires et de hausses de prix massives, en particulier pour les denrées de base. Les prix du blé, du riz et du soja ont bondi de plus de 40 % (60 % dans le cas du riz) depuis le début de 2007 (voir le graphique ci-après).

Pourtant, les agriculteurs du monde entier ont eu une production record de 2,3 milliards de tonnes de céréales en 2007, soit 7% de plus que l'année précédente. Depuis 1961, la production mondiale de céréales a triplé, alors que la population a doublé. Les stocks sont à leur niveau le plus bas depuis 30 ans, c'est vrai, mais en définitive la production alimentaire mondiale est suffisante pour nourrir la population (FAO, 2008).

Graphique 1: Indice des prix alimentaires



Le problème est que ces produits agricoles ne parviennent pas jusqu'à ceux qui en ont besoin. Moins de la moitié de la production céréalière mondiale est directement consommée par les populations. La plupart sert à l'alimentation animale et, de plus en plus, aux biocarburants, à travers des filières industrielles gigantesques et rigides. Les produits alimentaires sont ainsi passés du statut de biens assurant l'alimentation et la sécurité des moyens d'existence des populations, à celui de produits destinés à la spéculation et au marchandage au bénéfice des investisseurs.

### L'impact de la hausse des prix

Ces hausses de prix ont fortement alourdi la facture des importations pour la plupart des pays en développement. Par exemple, entre 2002-2003 et 2007-2008, la facture des importations de céréales des pays à faible revenu et à déficit alimentaire est passée de 6,5 milliards de dollars à 14,6 milliards de dollars en Afrique, de 7 milliards de dollars à 15,4 milliards de dollars en Asie et

de 0,3 milliard de dollars à 0,7 milliard de dollars dans la région Amérique latine et Caraïbes. Ainsi, en cinq ans, les importations de céréales de ces pays ont plus que doublé en valeur (CNUCED, 2008). Bien qu'en juin 2008, les prix des denrées alimentaires aient connu un déclin, la situation s'est encore empirée avec la crise financière qui s'est étendue à travers le monde, acculant à la pauvreté des millions de personnes à travers le monde.

Cet emballement des prix n'est pas le premier, mais il se distingue des précédentes envolées du fait qu'il a touché des grandes parties du monde et porté sur presque toutes les denrées vivrières de base et matières premières agricoles, dans un contexte où les pays de développement sont plus intégrés, financièrement et commercialement, dans l'économie mondiale que vingt ans auparavant. Tous les produits de base, voire de première nécessité, pas seulement les denrées alimentaires, ou les denrées de luxe, ou issues de l'agriculture biologique, sont concernés. Les racines de cette hyperinflation sont plurielles et s'entremêlent.

Parmi les facteurs décisifs plus spécifiquement en cause, soulignés par les dirigeants politiques à maintes reprises, on peut mentionner les stocks alimentaires réduits, les changements climatiques et les sécheresses récentes dans des pays fournisseurs de premier plan, de même que la demande accrue pour certains produits alimentaires liée à la croissance démographique, l'augmentation du revenu, l'urbanisation et la modification des habitudes alimentaires dans les centres urbains et, finalement, les cultures et terres qui seraient massivement affectées à la production de biocarburants. Le rapport entre les stocks et l'utilisation des céréales à l'échelle mondiale est estimé à 19,4 pour cent pour 2007/08, le plus bas depuis 30 ans (FAO, 2008).

Tous ces problèmes contribuent bien sûr à la crise alimentaire actuelle. Ils n'expliquent toutefois pas entièrement la situation actuelle. Cependant, divers facteurs ont eu des effets plus ou moins importants selon les produits alimentaires. L'afflux de capitaux spéculatifs dans le secteur des produits de base (y compris les denrées alimentaires) dans un marché mondial de plus en plus interconnecté est un autre facteur. L'instabilité et les turbulences récentes sur les marchés financiers, hypothécaires et immobiliers mondiaux déclenchées par l'effondrement du marché du crédit hypothécaire à haut risque aux États-Unis ont poussé les spéculateurs à la recherche d'actifs dont les prix allaient augmenter. À noter que la spéculation n'a pas créé la vague, mais elle l'a augmentée et ajoutée à la fébrilité des marchés. Une société estime que le montant des investissements spéculatifs placés dans les marchés à terme de produits de base (des marchés où les investisseurs n'achètent ni ne vendent aucun produit physique, comme le riz ou le blé, mais misent simplement sur les fluctuations de prix) est passé à 5 milliards de dollars US en 2000 à 175 milliards de dollars en 2007 (CNUCED 2008).

La hausse des prix de l'énergie a aussi fortement majoré le coût de la production alimentaire dans les pays en développement. Elle a augmenté le coût de transformation et de distribution des produits alimentaires en majorant les prix des intrants tels que les engrais, les semences et les pesticides, ainsi que les coûts d'exploitation du matériel agricole et des opérations d'irrigation, de transport et de transformation. Alors que la part de l'énergie dans le coût de la production agricole est de 4 % environ dans la plupart des pays développés, elle varie de 8 à 20 % dans certains grands pays en voie de développement, comme le Brésil, la Chine et l'Inde (CNUCED, 2008).

La décision prise par quelques grandes puissances agricoles de se défaire de leurs stocks de grains, considérés par l'OMC comme des armes déloyales, est aussi une explication de la crise à moyen terme. Pour réduire les coûts importants du stockage et se rapprocher d'un fonctionnement en flux tendus, l'Union européenne, depuis 1992, s'est progressivement débarrassée des stocks qu'elle avait accumulés. Or, ces stocks de réserve, à l'instar des stocks américains dans les années 1950-1960, stabilisaient les prix agricoles mondiaux dans leur ensemble. Grâce à eux, l'Europe faisait office de "stockeur en dernier ressort" et pouvait intervenir en cas de déficit de production. La Chine, de même, a déstocké de façon massive depuis 2000. Ses stocks de blé sont passés de 100 millions de tonnes en 2000 à 35 millions de tonnes en 2006 (CNRS, 2008).

La demande de biocarburants a aussi été accusée d'être un important facteur dans la hausse des prix mondiaux des produits agricoles. Mais l'importance de ce lien n'est pas encore tout à fait claire. Il semble qu'elle varie selon la culture du biocarburant en question, le volume des échanges dont elle fait l'objet, les possibilités de substitution et les possibilités d'utiliser les terres qui servent pour cultiver des produits alimentaires à produire des matières premières pour les biocarburants. Par exemple, 1,4 % seulement du blé est utilisé pour produire des biocarburants dans l'Union européenne, et environ 0,6 % seulement au niveau mondial. Par contre, le prix du riz s'est apprécié de 165 % entre avril 2007 et avril 2008, alors que le riz ne sert pas à produire des biocarburants et que rien ne permet de penser que des terres où le riz était cultivé aient été transformées en zones de production de matières premières pour les biocarburants (Berthelot, 2008).

#### **Les causes structurelles sous-jacentes**

Des causes structurelles durables moins évidentes, mais tout aussi importantes, ont bel et bien contribué aux graves problèmes de disponibilité alimentaire. Il s'agit en particulier des difficultés pour de nombreux pays en développement d'accroître la production et la productivité agricoles pour répondre à la demande de produits alimentaires dans le pays et

pour le commerce international. Dans une grande mesure, les problèmes sont dus à des tensions intrinsèques parce que les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation ne sont pas considérés comme des secteurs économiques ordinaires.

Comme on a longtemps porté peu d'intérêt au secteur agricole, la productivité agricole a été relativement faible, recevant un soutien minime aux niveaux national et international en termes de budget public et d'investissements privés. Selon les chiffres de la CNUCED, le secteur agricole était plus productif il y a cinquante ans qu'il ne l'est aujourd'hui, en particulier dans les pays les moins avancés. En termes de rendement, la croissance annuelle des cultures céréalières dans nombre de ces pays est passée de 3 à 6 % dans les années 80 à seulement 1 à 2 % en 2008 (CNUCED, 2008).

Divers facteurs – physiques, politiques, institutionnels et financiers – contribuent expressément à cette faible productivité. Les terres cultivables disponibles diminuent, souvent à cause de l'urbanisation des zones agricoles. La taille moyenne des exploitations diminue elle aussi et de plus en plus d'agriculteurs cultivent des terres écologiquement fragiles. Le manque d'eau et d'électricité, l'accès difficile à l'irrigation de même que l'absence d'investissements dans le développement agricole, y compris en recherche et développement, ont réduit les possibilités de développer la production agricole et le rendement des terres et des cultures.

Bien que le secteur agricole est le secteur économique le plus sensible sur le plan politique, économique et social et le plus gros contribuant au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi, il a reçu un soutien minime aux niveaux national et international. Ceci s'explique en partie par les programmes d'ajustements structurels qui ont encouragé l'austérité budgétaire et négligé ou dévalorisé le rôle des mesures de soutien institutionnel fondamentales, notamment les offices de commercialisation, les services de vulgarisation appuyés par les pouvoirs publics, les subventions pour les intrants agricoles (semences, pesticides, herbicides, engrais, etc.) et les fonds de stabilisation aussi bien pour des produits de base agricoles (café, thé, cacao, coton ou tabac, etc.) que pour des denrées de base telles que le blé ou le maïs, sans que des alternatives viables soient offertes (Banque Mondiale. 2008).

La situation a été encore aggravée par le sous-investissement dans les infrastructures (communications, irrigation, transport) nécessaires pour distribuer les produits agricoles, et par le renforcement des droits de propriété intellectuelle et les technologies pour les semences nouvelles. Par exemple, en Afrique subsaharienne, la multiplication des "droits de ficelle" – des prélèvements parafiscaux sur les denrées agricoles sans fondement légal et souvent détournés à des fins privées – constitue un obstacle à la circulation et au commerce des marchandises

agricoles. Plus généralement, l'insécurité qui plane sur les droits de propriété n'incite pas à investir. Une terre peut être confisquée du jour au lendemain. L'État, bien souvent, se comporte en prédateur.

### **Questionner le modèle agricole**

Le problème apparaît dans toute son ampleur dans le modèle agricole de type «Révolution verte» depuis les années 1950 d'une part, et dans la libéralisation du commerce et les politiques d'ajustement structurel imposées aux pays pauvres par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international depuis les années 1970 d'autre part. Cette libéralisation a été renforcée par la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce au milieu des années 1990 et, plus récemment, par une avalanche d'accords bilatéraux de libre échange et d'investissement. Tout cela a entraîné le démantèlement impitoyable des droits de douane et des autres outils que les pays en développement avaient créés pour protéger la production agricole locale (South Center, 2008). Autrement dit, il y eut un désengagement des États dans le développement rural sous l'influence des institutions financières internationales.

Les pays en développement qui ont libéralisé leur agriculture trop rapidement et trop largement ont été durement touchés par le dumping à prix bradés des exportations alimentaires subventionnées en provenance des pays développés. Ces pratiques ont porté préjudice à la production pour le marché intérieur et pour l'exportation, et empêché les agriculteurs de répondre par l'offre à la crise actuelle. En fait, aujourd'hui, 70% des pays en voie de développement qui sont traditionnellement des exportateurs de produits alimentaires sont devenus des importateurs nets de produits alimentaires au cours des vingt dernières années. Et, sur un total estimé de 845 millions de personnes souffrant de la faim au niveau mondial, 80 % sont de petits agriculteurs (GRAIN, 2008).

Plus grave encore, l'aide, et notamment l'aide publique au développement (APD) apportée aux pays en développement pour l'agriculture, est en recul. Entre 1980 et 2002, les institutions multilatérales ont réduit les dépenses d'APD pour l'agriculture de 3,4 milliards de dollars à 0,5 milliard de dollars aujourd'hui (une diminution de 85 %). Les donateurs bilatéraux ont, quant à eux, diminué leurs apports de 2,8 milliards de dollars à 1,7 milliard de dollars (une diminution de 39 %) (CNUCED, 2008). En outre, l'aide pour la science, la technologie et l'innovation, indispensables pour développer la productivité agricole, ne représente qu'une fraction de l'aide totale. L'aide pour la recherche agricole reste totalement insuffisante pour favoriser l'amélioration de la productivité et la formation dans la plupart des pays en développement et des PMA. Par exemple, 3 % seulement de l'aide pour la science, la technologie et l'innovation va

à la recherche agricole dans les PMA, et 2 % et 1 % seulement, vont respectivement à l'enseignement et à la formation agricoles, et à la vulgarisation agricole (CNUCED, 2008).

Par ailleurs, l'aide alimentaire en nature a parfois eu des effets indésirables sur l'agriculture des pays en développement. Dans le cas des céréales, par exemple, l'aide alimentaire en nature a atteint un pic en 1999-2000, quand il y avait d'importants excédents de céréales à bas prix, mais elle a eu pour résultat de déprimer les prix et de diminuer des agriculteurs des pays en développement du monde entier. En effet, une aide alimentaire en nature fournie à bas prix peut déprimer les prix intérieurs des produits alimentaires et constituer dès lors un frein à la production locale des cultures vivrières similaires.

De plus, l'investissement direct à l'étranger (IDE) dans la production agricole en tant que telle a été très limité jusqu'à présent – ainsi, en 2005, 300 milliards de dollars de stock d'IDE seulement, soit moins de 3 %, étaient détenus dans l'agriculture et les industries alimentaires. Selon la FAO, l'investissement dans l'agriculture entre 1980 et 2006 a chuté de 17 à 3 % alors que, dans le même temps, la population mondiale a crû de 78,9 millions chaque année (FAO, 2008). En fait, l'investissement étranger est surtout concentré dans la transformation et la commercialisation. En revanche, l'investissement privé intérieur et étranger dans les cultures commerciales a été important. Globalement, le déficit d'investissement s'est creusé au fur et à mesure que les industries agricole et alimentaire devenaient plus intégrées au marché mondial.

### **Des marchés mondiaux inéquitables**

L'un des plus gros obstacles au développement agricole des pays en développement en voie de développement a été l'évolution des structures de marché, soit les fusions et les alliances stratégiques de nature oligopolistique (du côté du vendeur) ou oligopsonistique (du côté de l'acheteur) dans le secteur agroalimentaire (GRAIN, 2008). En conséquence, les agriculteurs des pays en développement ne perçoivent qu'une fraction relativement réduite du prix de détail de leurs produits, ce qui restreint les perspectives de profit propres à encourager la production alimentaire dans ces pays. On a estimé ainsi que deux sociétés détenaient 65 % et 44 %, respectivement, des marchés mondiaux des semences de maïs et de soja; que six sociétés contrôlaient 75 à 80 % du marché mondial des pesticides; que cinq sociétés contrôlaient plus de 80 % du commerce mondial des bananes, avec une tendance à l'intégration verticale de la chaîne d'approvisionnement dans ce secteur, comme dans plusieurs autres dans l'industrie agroalimentaire; et que les 30 premières entreprises de distribution alimentaire représentaient un tiers des ventes mondiales d'épicerie (GRAIN, 2008).

Ces concentrations ont facilité l'exercice de la puissance d'achat, au point où la viabilité des activités agricoles en a souffert. D'une part, les industriels de l'agroalimentaire, les négociants de produits de base en vrac et les supermarchés qui négocient directement avec les producteurs des pays en développement ont fortement contribué à la baisse sur les prix offerts à ces agriculteurs pour leurs produits, tout en imposant des conditions de production rigoureuses. D'autre part, les grandes chaînes de distribution (qui se développent aussi maintenant de manière dynamique dans les pays en développement) ont exercé leur puissance d'achat sur les intermédiaires qui les approvisionnent en produits, afin de faire baisser les prix et d'imposer diverses conditions abusives – avec un effet domino en amont de la chaîne d'approvisionnement et parfois une répercussion des pressions sur les prix et aussi des risques sur les agriculteurs des pays en développement. Bref, l'internationalisation des marchés agricoles, qui prône à mots couverts la création d'une immense « ferme mondiale » où toutes les ressources humaines, naturelles, techniques et financières pourraient se conjuguer sans contraintes, a entraîné une concentration de la production au profit des firmes agroalimentaires occidentales et une asphyxie des petites paysanneries du Sud.

Selon le FAO, une détente apparente des conditions du marché s'est manifestée en 2009 dans l'Indice de référence des prix alimentaires, qui a chuté d'un tiers depuis son apogée en juin 2008. Les stocks céréaliers enregistrent un redressement avec une augmentation de 19% par rapport à leur niveau en 2008. Les cours internationaux de la plupart des denrées agricoles de base ont baissé en 2009 par rapport à leurs niveaux record de 2008, ce qui indique que de nombreux marchés sont en train de retrouver leur équilibre (FAO 2009)

Cependant, les prix alimentaires restent élevés sur les marchés intérieurs dans beaucoup de pays en voie de développement sans retrouver leurs niveaux de 2006 et ils resteront probablement volatiles. Bien qu'on estime que la chute des prix pourrait réduire la facture des pays importateurs de 226 milliards de dollars en 2009 par rapport à 2008, la détérioration de l'économie mondiale risque d'annuler une bonne partie de cet effet positif (FAO 2009). L'érosion du pouvoir d'achat, imputable à la fois à la baisse des revenus et des taux de change réels pendant la crise, pèse sur l'accès à la nourriture, même aux bas prix qu'elle a pu atteindre sur les marchés internationaux.

### **La souveraineté alimentaire comme alternative?**

Tout cela démontre l'urgence de la souveraineté alimentaire en tant que seule solution viable et possible à long terme, tant sur le plan de l'environnement que celui de la sécurité alimentaire. Il s'agit de permettre aux pays d'exercer leur souveraineté alimentaire, de décider de leurs politiques agricoles internes et de leur degré d'autonomie alimentaire pour développer une



agriculture destinée d'abord à nourrir leur population. Paradoxalement, la lutte contre la faim et la sous-alimentation basée sur le droit à l'alimentation et prônée par les États, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la société civile depuis 1996, semble perdre du terrain, au moment où elle pourrait être la plus utile (Golay, 2008). L'approche adoptée par la plupart des acteurs, liant la hausse des prix et la faim dans le monde à une production et à une offre insuffisantes par rapport à la demande, paraît incomplète. Les millions de personnes touchées par la crise ne sont jamais perçues comme des victimes de violation d'un droit humain fondamental, le droit à l'alimentation, et ayant ainsi droit à une réparation. Le droit à l'alimentation ne se limite pas au droit de manger, mais il implique un revenu suffisant pour les agriculteurs et des produits à prix abordables pour les consommateurs. Il suppose que les États nationaux adoptent des stratégies pour le concrétiser, notamment par des législations-cadres. Les États doivent même respecter le droit à l'alimentation des pays étrangers en contrôlant les acteurs privés qui pourraient y porter atteinte, entre autres par le dumping notamment (Gagné, 2008).

En conclusion, malgré l'amélioration survenue sur les marchés agricoles mondiaux des aliments de base et la situation des stocks mondiaux de céréales à des niveaux bien plus confortables qu'il y a deux ans, un retour à un autre cycle de prix élevés est toujours possible, surtout vu que les facteurs qui ont débouché sur la crise alimentaire 2008 persistent toujours. Dans ce climat d'incertitude, l'OMC doit se contenter de réguler le commerce mondial des aliments et laisser les pays décider de leurs politiques agricoles internes et de leur degré d'autonomie alimentaire. Cela nécessitera, d'une part, davantage d'investissements dans l'agriculture et dans ses équipements et, d'autre part, des agriculteurs mieux formés et plus qualifiés ainsi que des chaînes d'approvisionnement plus efficaces. Des problèmes tels que la pauvreté ou les changements climatiques appellent ainsi à une action et une gestion concertées, régies par des conventions collectives, à une échelle qui dépasse les intérêts individuels. Aux niveaux mondial, régional, national et local, les décideurs doivent être profondément conscients qu'il y a des problèmes différents, de multiples cadres théoriques et modèles de développement, et diverses options pour atteindre les objectifs de développement et de durabilité. Il appartient à la communauté internationale de répondre de manière décisive et globale à cette crise afin de promouvoir la souveraineté alimentaire pour tous et garantir à chaque être humain son droit d'être libéré de la faim et de la malnutrition, l'un des droits de l'homme les plus fondamentaux.

**Soha Farouk** est assistante de recherche au programme de gouvernance des eaux dans les États Arabes lié au Bureau régional des États Arabes/PNUD (WGP-AS/RBAS) et diplômée de maîtrise en Études Internationales de l'Université de Montréal.

**Répères bibliographiques**

- Banque Mondiale. *L'agriculture au service du développement*, en ligne, <[http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/2795087-1192111580172/FINAL\\_WDR-OV-French-text\\_9.25.07.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/2795087-1192111580172/FINAL_WDR-OV-French-text_9.25.07.pdf)>, 2008
- BERTHELOT, Jean François. *Une analyse critique des causes de la flambée des prix agricoles mondiaux*, en ligne, <<http://isara.unblog.fr/files/2008/05/flambeedesprix.pdf>>, 2008
- CNRS. «Les Racines de la crise» dans *Le journal du CNRS*, N°224-Septembre, 2008
- CNUCED. *Synthèses de la CNUCED : Comment s'attaquer à la crise alimentaire mondiale?*, UNCTAD/Press, N°2-Juin, en ligne, <[http://www.unctad.org/fr/docs/presspb20081\\_fr.pdf](http://www.unctad.org/fr/docs/presspb20081_fr.pdf)>, 2008
- CNUCED. *Répondre à la crise alimentaire globale*, en ligne, <[http://www.unctad.org/fr/docs/osg20081\\_fr.pdf](http://www.unctad.org/fr/docs/osg20081_fr.pdf)>, 2008
- FAO. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008*, 2008
- FAO. *La Situation mondiale de l'alimentation et l'Agriculture*, en ligne, <<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0100f/i0100f.pdf>>, 2008
- FAO. *Food Outlook : Global Market Analysis*, en ligne, <<http://www.fao.org/docrep/011/ai482e/ai482e00.htm>>, 2009
- FAO. *Indice des prix alimentaires – Août 2010*, en ligne, <<http://www.fao.org/worldfoodsituation/FoodPricesIndex/fr/>> (page consultée le 30 juillet 2010)
- GAGNÉ, Jean-Charles. «La souveraineté alimentaire a son promoteur aux Nations Unies» dans *La Terre de Chez nous*, Numéro du 11 Novembre, en ligne, <<http://www.abcburkina.net/content/view/673/1/lang.fr/>>, 2008
- GOLAY, Christophe. « La crise alimentaire mondiale et le droit à l'alimentation» dans *CETIM*, N°3-Décembre, en ligne, <<http://cetim.ch/fr/documents/CETIM-cahier-3.pdf>>, 2008
- GRAIN. «Making a killing from hunger» dans *Against the grain*, Numéro d'Avril, <<http://www.grain.org/articles/?id=39>>, 2008
- South Center. *Food and Energy Crisis: Time to Rethink Development Policy Reflections from the High Level North - South Dialogue on Food and Energy Security Geneva: South Center*, 2008

---

\* Cet article synthétise les idées présentées dans un document intitulé "L'impact de la crise alimentaire aggravé par la crise financière sur les populations des pays du Sud" préparée pour l'assemblée spéciale de l'AQOCI en février 2009 et disponible en ligne : [http://www.aqoci.qc.ca/spip/IMG/pdf/AQOCI\\_Crisealimentaire.pdf](http://www.aqoci.qc.ca/spip/IMG/pdf/AQOCI_Crisealimentaire.pdf)